République Française

Département du Puy-de-Dôme

Elections législatives du 14 juin 1981

3e circonscription - Issoire

UNION POUR UNE NOUVELLE MAJORITÉ

Pierre PASCALLON

candidat



Né le 12 novembre 1941 à GAP (05) au sein d'une famille de modestes fonctionnaires.

Ayant appris dans ce creuset familial le sens de l'effort et du service public, s'oriente vers la profession d'enseignant.

— Professeur agrégé de la Faculté des Sciences économiques de Clermont depuis 1970.

— Directeur adjoint de cette Faculté. (1970-1976)

— Vice-Président de l'Université de Clermont (1976)

Auteur de nombreux ouvrages et articles dans des revues et journaux nationaux, régionaux et étrangers, a publié en particulier en 1977 : «Michelin et le développement industriel auvergnat» et en 1978 : «L'Auvergne face à son avenir».

Marié, père d'une fille.

Chère Madame, chère Mademoiselle,
cher monsieur,

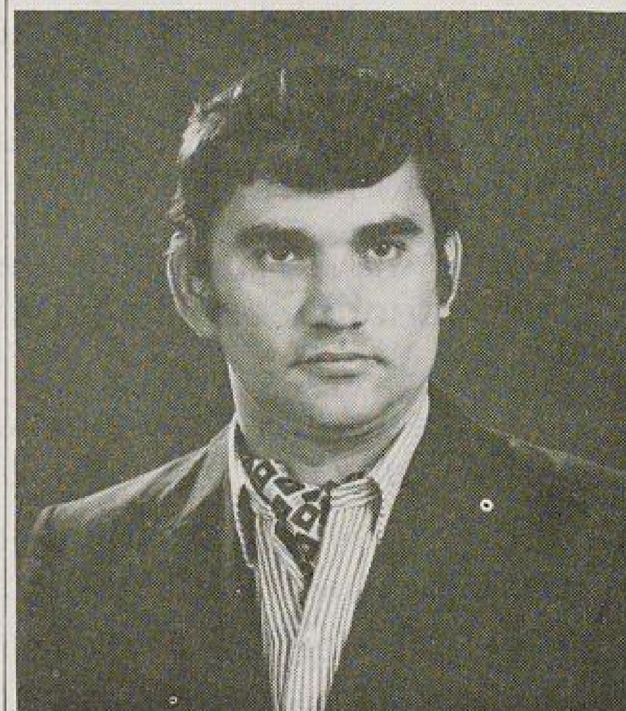
Allons-nous envoyer à l'Assemblée Nationale une majorité socialo-communiste ? Allons-nous amener au Pouvoir, dans nos administrations, dans nos entreprises, le formidable appareil du Parti Communiste auquel rien ne saura résister bien longtemps ? Allons-nous - les seuls dans le monde occidental - confier des postes-clés du gouvernement de la France au Parti le plus pro-soviétique d'Europe (§ la position du PCF sur l'Afghanistan) ?

Le risque serait grand alors d'engager notre pays dans un changement de société.

On nous objectera que cette perspective paraît aujourd'hui bien lointaine et bien excessive si l'on regarde le gouvernement mis en place suite à l'élection présidentielle et les premières mesures prises par ce gouvernement. Il est sûr que les vainqueurs de l'élection du 10 mai ont formé - non sans mal - un gouvernement pléthorique qui se veut rassurant. De même que se veulent alléchantes les dispositions concernant essentiellement les salariés les plus défavorisés, les familles et les personnes âgées. Reste que l'on peut dès maintenant se demander si les mesures prises - ou à prendre - à court et à moyen terme sont économiquement et monétairement supportables. Les petites et moyennes entreprises en particulier pourront-elles supporter les charges nouvelles qu'on leur impose ? Cette politique ne va-t-elle point aviver davantage encore l'inflation ? Pourra-t-on maintenir le Franc dans le système monétaire Européen ? Mais il faut aller plus loin, et voir ce qui se passerait en longue période - 4 à 5 ans - si venait à l'Assemblée Nationale une majorité socialo-communiste et si par suite - cela serait que

Pierre CHABRILLAT

suppléant



Né le 30 septembre 1943,
aux Pradeaux près Issoire (63),
d'une famille de modestes agriculteurs, dernier de 12 enfants.

Marié, 3 enfants (17 ans, 14 ans 1/2, 6 ans 1/2).

— Expert forestier.

— Militant syndicaliste.

— Membre et ancien Secrétaire de Comité d'Entreprise.

— Adjoint au maire de Veyre-Monton.

la traduction démocratique du résultat de ces élections - il devrait y avoir des ministres communistes au gouvernement. On peut raisonnablement penser que si l'on donnait aux prochaines élections tout le pouvoir à une coalition de type socialo-communiste, les partisans du défunt Programme Commun s'emploieraient à mettre en place une croissance de type socialiste qui bouleverserait en longue période notre société libérale. Qu'on pense notamment en ce sens à la nationalisation de l'ensemble du secteur bancaire et financier.

Nous ne voulons pas d'une société bureaucratisée parce que nous savons que notre pays souffre déjà d'un excès de bureaucratie. Nous ne voulons pas d'une économie étatisée parce que nous savons qu'elle est déjà malade d'une emprise trop lourde de l'état.

NON AU CHANGEMENT DE SOCIÉTÉ, MAIS OUI AU CHANGEMENT DE POLITIQUE

Ne nous y trompons pas en effet. Si les Français, dans leur grande majorité - on en est intimement persuadé - ne souhaitent pas un changement de société, ils ont par contre clairement manifesté en élisant un nouveau Président de la République - leur volonté de voir changer de politique. Il s'agit donc pour nous d'assumer ce désir de changement, de définir une nouvelle politique qui réponde aux problèmes de notre monde dangereux, de notre monde en crise.

1) Une nouvelle politique en matière institutionnelle, c'est-à-dire pour l'essentiel une politique plus équilibrée.

Il nous faut en effet, un meilleur équilibre au niveau central entre l'essentiel et le législatif, à obtenir en renforçant et développant le rôle decontrôle du Parlement sans que l'on tombe pour autant dans les abus de l'instabilité gouvernementale de la IV[e] République. Il faut par ailleurs reformer la gestion de l'Etat par une décentralisation accrue au profit des collectivités locales et donner aux collectivités régionales plus de pouvoirs en matière d'équipements, d'emploi, de formation, d'actions culturelles.

2) Une nouvelle politique en matière intérieure, de défense et de relations extérieures, c'est-à-dire pour l'essentiel une politique plus ferme. L'Etat doit faire preuve d'autorité et de fermeté dans ses fonctions essentielles, c'est-à-dire la sécurité des citoyens, la politique de défense et la politique étrangère.

3) Une nouvelle politique en matière économique et sociale, c'est-à-dire pour l'essentiel, une politique plus volontaire.

- En matière économique, il nous paraît indispensable de relancer la production, car l'augmentation de la production est le seul moyen de diminuer le chômage. Pour ce faire, les mesures nécessaires viseront à :

— Favoriser l'investissement productif et la construction de logements par des déductions fiscales appropriées.

— Stabiliser et même diminuer les prélèvements obligatoire, c'est-à-dire les impôts et les charges sociales qui pèsent sur l'activité des Français.

— Alléger les règlementations et les interventions bureaucratiques qui gênent les activités industrielles, artisanales, commerçantes et indépendantes dans leur politique de productions et d'embauche.

- En matière sociale, une nouvelle politique sociale,

— c'est d'abord une politique de dialogue social, il faut développer la concertation dans l'élaboration des décisions qui conditionnent la vie quotidienne des Français ; la politique contractuelle doit être systématiquement étendue

— c'est aussi une politique de justice sociale. Il faut une politique de prix assurant la parité de revenu aux agriculteurs ; il faut alléger l'impôt sur le revenu pour les familles modestes et les catégories moyennes ; il faut une meilleure modulation de l'impôt sur la dépense qui doit prendre en compte les finalités sociales, notamment dans la politique familiale ; il faut supprimer les droits de mutations sur les petits patrimoines

— c'est encore un nouvel effort de solidarité pour la famille. En toute hypothèse, la liberté de choix des parents entre l'activité au sein de la famille et le travail à l'extérieur doit être rapidement assurée, notamment par un statut la mère de famille.

Voilà - trop sommairement - les grands axes de la nouvelle politique que propose l'Union pour une Nouvelle Majorité.

C'est la politique dont la France - on en est convaincu - a besoin. C'est celle - Chère Madame, Chère Mademoiselle, Cher Monsieur - on en est persuadé - que vous choisirez.

Pierre PASCALLON **Pierre CHABRILLAT**

VPR VERIE THORRE CLERMONT - FD